



ERIC TESCHENREIA

APPRENTISSAGE

Les dessous d'une apparente embellie

En 2021, le nombre d'apprentis pourrait atteindre un nouveau record, pour le plus grand bonheur du gouvernement et des CFA. Mais la quantité ne doit pas se faire au détriment de la qualité de la formation, préviennent les enseignants.

Plus de 525 000 contrats signés en 2020 et déjà 480 000 à l'automne 2021 : ces dernières semaines, la ministre du Travail, Élisabeth Borne, ne cesse de se féliciter du regain « record » des entrées en apprentissage. « Le signe marquant de la rentrée, c'est que des entreprises ont du mal à trouver des jeunes, assure Roselyne Hubert, directrice du pôle alternance et apprentissage du groupe IGS Lyon et présidente de la Fnadir, un réseau de 500 responsables de CFA (centres de formation d'apprentis). Le nombre d'offres non pourvues est assez significatif, ce qui est plutôt une bonne nouvelle. » L'engouement des employeurs se déploierait jusqu'aux secteurs affaiblis par la crise sanitaire.

« Dans l'automobile, il n'est pas rare que l'on ait chaque semaine des appels d'employeurs qui cherchent des apprentis », constate Patrick Dosseul, secrétaire général du syndicat CGT des agents de chambres de métiers (SNCA-CGT).

Effet d'aubaine

Ce succès quantitatif s'explique en grande partie par un effet d'aubaine. Le gouvernement a annoncé début septembre la prolongation jusqu'au 30 juin 2022 des aides financières exceptionnelles aux structures qui forment des apprentis. S'y ajoutent d'autres phénomènes. « Des entreprises qui ont renoncé à embaucher pendant la crise, alors qu'elles avaient besoin de bras, peuvent être tentées

d'aller vers des apprentis qui apportent un plus tout en limitant les coûts », observe Patrick Dosseul. Des secteurs comme la restauration ou l'artisanat sont dans une « recherche effrénée de salariés. Dans l'artisanat, les salariés vieillissent, il y a un besoin de renouveler les compétences avec de jeunes recrues, juge-t-il. Ça n'a pas été fait pendant longtemps par certains secteurs qui se retrouvent dans la panade. »

La réforme de l'apprentissage entrée en vigueur en 2018 alimente aussi le rebond des signatures, car les centres de formation des apprentis (CFA) ont intérêt à former le plus de jeunes possible. « Plus vous remplissez les classes, plus vous avez de fonds, rappelle Patrick Dosseul, du SNCA-CGT. Cela pousse les CFA à se

mettre en avant, à œuvrer pour trouver des apprentis et des entreprises. » Au risque de l'engorgement ? « L'enjeu est d'ouvrir de nouvelles classes, mais il faut pour cela trouver la bonne équation entre nouveaux locaux, recrutement d'enseignants et d'encadrants », avance Roselyne Hubert, de la Fnadir. De nombreux enseignants alertent pourtant sur des sections de plus en plus chargées. « Notre besoin de nouveaux locaux devient criant avec l'augmentation du nombre d'apprentis », témoigne Cathy Bellan, formatrice pour l'Association départementale d'études et de formation (Adef) et le Centre de formation de la Bourse du travail (CFBT) de Marseille (Bouches-du-Rhône).

Carence d'enseignants en CFA

« Cela peut créer des difficultés d'organisation, ainsi qu'une surcharge de travail et de pression pour les enseignants », souligne aussi Patrick Dosseul, qui alerte sur les difficultés à recruter des enseignants en CFA. En cause notamment, la trop faible attractivité des salaires : « Pour les CFA qui relèvent des chambres des métiers, l'indice du point est gelé depuis onze ans. Une enquête demandée par le réseau des chambres des métiers évoque des taux de rémunération 13 à 20 % sous le marché. » Cathy Bellan espère que le bond des signatures de contrats contribuera à créer « une dynamique d'embauche. Mais on se méfie des effets d'annonce : on souhaite des recrutements pérennes », insiste-t-elle. Comment, dans ce contexte, ne pas rogner sur la qualité de la formation et de l'accompagnement des apprentis ? C'est l'autre question que se posent les enseignants. L'urgence est de limiter le taux de rupture des contrats avant leur terme, globalement stable et élevé, surtout chez les niveaux infra-bac : une étude du Centre d'études et de recherche sur les qualifications sur la période 2015-2016 l'estimait à 29 %. Un sujet complexe, qui touche à l'orientation autant qu'au tutorat et à la pédagogie. « Ce qui peut aider à éviter la rupture, c'est le lien entre le CFA et l'entreprise : faire venir les tuteurs, leur proposer des formations, par exemple, car la pédagogie, ça ne s'improvise pas », note Gina Palacio, enseignante pour l'Adef et le CFBT de Marseille et militante CGT. Encore faut-il s'en donner les moyens... L'Association nationale des apprentis de France (Anaf) demande de son côté un renforcement des contrôles sur l'action des CFA en matière d'accompagnement des jeunes, via une certification obligatoire à partir de 2022, qui va devoir tirer vers le haut tous les acteurs de la filière.

Alexia Eychenne

« On peut se retrouver toute une année avec une classe de 30 élèves »

« Depuis la réforme de 2018, les CFA [centres de formation d'apprentis] ont tout intérêt à blinder les salles de cours, car le financement se fait au contrat près, et non plus par cohorte. Cette année, on sent un regain des contrats dans certains métiers, lié à la reprise et aux aides destinées aux entreprises, même s'il reste des secteurs où les apprentis manquent. Dans les métiers de bouche, où règne un côté paternaliste, j'observe qu'on s'occupe relativement bien des apprentis. Mais dans la restauration, par exemple, c'est un peu marche ou crève. Pas étonnant que les entreprises ne trouvent personne. Dans les CFA, on se retrouve avec des effectifs parfois très importants, dans des salles trop petites. Dans nos ateliers de TP [travaux pratiques], on considère qu'il est difficile d'apprendre à plus de douze. Là, on se retrouve parfois toute une année avec des classes de 30, parce qu'on comptait sur des abandons, mais les élèves sont restés... Ça peut ne pas sembler énorme au regard de l'Éducation nationale, mais les publics en apprentissage, parfois plus en difficultés, ont besoin d'un enseignement plus personnalisé. Et il arrive que pour des questions de sécurité dans les salles, les élèves « en trop » soient envoyés en étude... Pour éviter ça, la direction cherche à diversifier les plages horaires des cours, mais on se retrouve avec un problème de ressources humaines. Avant, nos congés étaient assez semblables à ceux des enseignants de l'Éducation nationale, mais pour rentabiliser les ateliers, ça risque de changer.

Sylvain Challan-Belval, professeur de biologie en CFA

« Les jeunes ne sont pas mieux préparés qu'avant à trouver une entreprise »

« C'est sûr que les jeunes signent plus facilement des contrats d'apprentissage cette année, mais le nombre de ceux qui nous contactent parce qu'ils ont des difficultés à trouver une entreprise n'a pas baissé. Cela ne m'étonne pas, car il y a un manque d'accompagnement. Certains CFA organisent des ateliers sur le CV et la lettre de motivation, ainsi que des simulations d'entretiens d'embauche. D'autres se contentent parfois de rien du tout : ils jugent que la recherche d'entreprise est un moyen de sélectionner leurs futurs apprentis. Les centres disent « oui » à 40 jeunes, les laissent se débrouiller et estiment que les 20 premiers qui trouveront un contrat seront les meilleurs à garder. Le problème, c'est qu'en dehors du CFA, il n'y a personne pour les aider. Un jeune sorti du collège ou du lycée n'aura jamais appris à faire un CV, à valoriser ses expériences et à chercher une entreprise. Les jeunes ne sont pas mieux préparés qu'avant. La quantité d'apprentis est là, mais la qualité de l'accompagnement dans l'apprentissage n'a pas bougé. Aurélien Cadiou, président de l'Association nationale des apprentis de France (Anaf)

Propos recueillis par A.E.